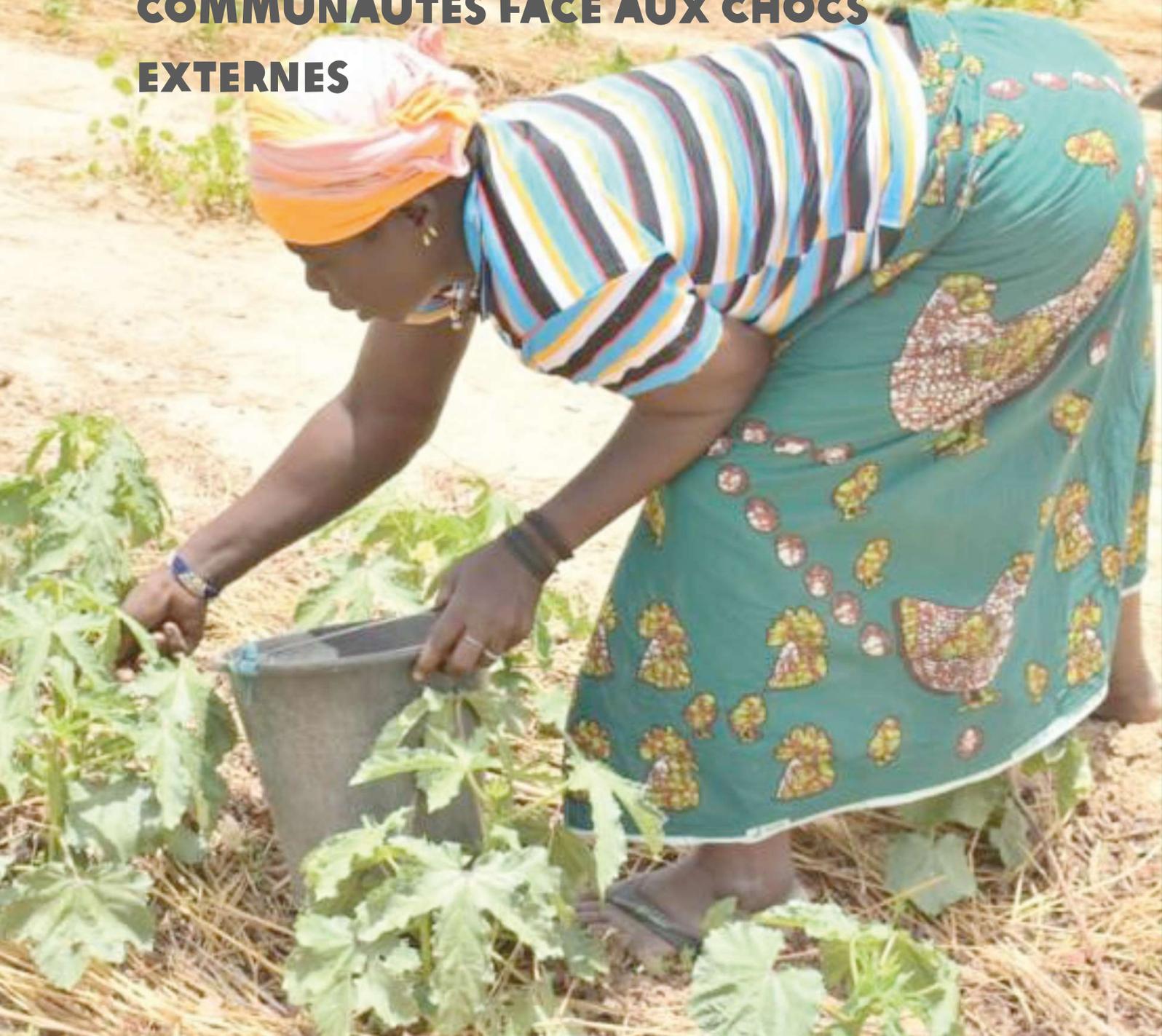


**INSUFFLER UN CHANGEMENT RÉEL
EN CONSOLIDANT LA RÉSILIENCE DES
COMMUNAUTÉS FACE AUX CHOCS
EXTERNES**



Rapport annuel
2021 - 2022



OXFAM

au Burkina Faso

Rapport annuel **2021 - 2022**



SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR PAYS	04
SIGLES ET ABREVIATIONS	05
BUDGET PAYS 2021-2022	08
NOS PERFORMANCES.....	9
QUI SOMMES-NOUS ?	10
OBJECTIF	11
VISION.....	11
VALEURS.....	12
PARTENAIRES, BAILLEURS ET AFFILIES.....	14
NOS ACTIONS CONTRE LES INEGALITES ET LA PAUVRETE.....	15
REDUCTION DE L'ACCROISSEMENT DES INEGALITES EN PLEINE CRISE HUMANITAIRE.....	15
FINANCEMENT DES PROJETS QUI CHANGENT DES VIES.....	29
PLAIDOYER, INFLUENCE ET CAMPAGNE.....	31



Omer KABORE,
Directeur Pays

Le Burkina Faso fait face à une crise humanitaire en raison de la dégradation continue de sa situation sécuritaire et des effets des changements climatiques qui requiert en engagement soutenu de tous ces partenaires au développement. Ainsi, malgré un contexte sécuritaire défavorable marqué par une augmentation des attaques des groupes armés, une augmentation importante du nombre des personnes déplacées interne 1 814 283 (Source : OCHA 31 mars 2022) et un changement brusque de l'ordre constitutionnel, nous avons pu maintenir notre engagement et dérouler notre stratégie pays 2021-2025 d'une part. Aussi, nous avons continué à mettre en œuvre nos projets et à provoquer des changements au sein des communautés partenaires dans les treize régions du Burkina Faso où nous intervenons. Nous avons pu engranger d'énormes acquis. En effet, donc, trente et un (31) projets ont été mise en œuvre et ont permis de toucher 252 910 bénéficiaires directs, grâce à l'appui financier de nos Bailleurs et la participation de nos partenaires locaux. En matière de développement, nous avons contribué à l'éveil des consciences, au renforcement de la gouvernance locale, à l'empowerment des femmes, à l'amélioration de la qualité de l'éducation. Nous avons aussi contribué à l'amélioration de l'accès aux crédits des actrices et acteurs du monde rural. D'autre part, notre organisation et ses partenaires ont œuvré également à la labélisation du lait local et au suivi

MOT DU DIRECTEUR PAYS

de la gestion du fonds minier de développement local pour son utilisation en faveur des plus vulnérables grâce à l'engagement de nos partenaires de la société civile et des organisations paysannes.

Par ailleurs, avec les organisations locales, Oxfam a construit un mouvement engagé pour plus de justice climatique en vue d'accompagner nos communautés vers plus de résilience et de contribuer à la promotion de l'espace civique.

En matière d'assistance humanitaire, nous avons pu apporter une assistance alimentaire, un soutien pour l'accès à l'eau, à l'Hygiène, à l'assainissement, et à la protection à 212 241 Personnes Déplacées Internes (PDI) et populations hôtes vulnérables affectées par la crise sécuritaire et sanitaire. Cette assistance multi sectorielle a permis de satisfaire les besoins vitaux de ces personnes avec lesquelles nous travaillons.

L'année fiscale 2021-2022 aura été celle au cours de laquelle d'importantes leçons ont été apprises et des défis identifiés. Ils serviront d'éléments d'orientation pour améliorer nos actions futures du pays. Ce rapport d'activités retrace les actions menées ensemble, du 1er avril 2021 au 31 mars 2022. Vous pouvez être fières et fiers des actions décrites. Vous les avez rendues possibles. Merci pour votre engagement. Poursuivons ensemble notre combat pour reconstruire un monde durable, juste et solidaire.

Bonne lecture!

SIGLES ET ABBREVIATIONS

- A2E** : Association pour l'Environnement et l'Education
- AAG** : Action apprentissage en genre
- AG** : Assemblée Générale
- AGED** : Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement
- AMC** : Affaires Mondiales Canada
- AME** : Association des Mères Educatrices
- APE** : Association des Parents d'Elèves
- APEFE** : Alliance Technique d'Assistance au Développement
- APESS** : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
- APESS** : Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane
- APFR** : Attestation de Possession Foncière Rurale
- ATAD** : Alliance Technique d'Assistance pour le Développement
- AUE** : Associations des Usagers d'Eau
- AVEC** : Associations Villageoises d'épargne et de crédit
- BCER** : Bassins de collecte des eaux de ruissellement
- CCCC** : Comité Communal de Contrôle Citoyen
- CCVC** : Cadre de Concertation et de Veille Citoyenne
- CDC** : Cadre de Dialogue Citoyen
- CH** : Cadre Harmonisé
- CIC** : Cellule d'interpellation citoyenne
- CN-EPT/BF** : Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous au Burkina Faso
- CONAJEC** : Coordination Nationale des Jeunes pour l' Environnement et le Changement
- CONASUR** : Conseil National de Secours d'Urgences et de Réhabilitation
- CoP** : Country operational Programme
- COR** : Country Operational Report (Rapport Operationnel Pays)
- COVID-19** : Corona Virus Desease 2019
- CPF** : Confédération Paysanne du Faso
- CQMR** : Rapport Trimestriel Pays

CRII : The Commitment to Reducing Inequality Index

CVC : Comité de Veille Citoyenne

DGA : Direction Générale de l'Assainissement

DGD : Direction Générale de coopération au Développement

DRC : Danish Refugee Council

DREA : Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement

DSP : Document de Stratégie de Programme

EA : Executing Affiliate

ECHO : European Commission Humanitarian Aid

ECV : Entreprises qui changent de vie

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FMDL : Fonds Minier de Développement Local

FONGI : Forum des ONG Internationales

GHM : Gestion Hygénique des Menstrues

GRN : Gestion des Ressources Naturelles

HCT : Humanitarian Country Team

HEAT : Hostile Environment Awareness Training

HNO : Humanitarian Needs Overview

HRP : Humanitarian Reponse Plan

INSO : International NGO Safety Organisation

JESAC : Jeunesse Sahélienne pour l'Action Climatique

LC : Leaders Communautaires

MoU : Memorandum of Understanding (Protocole d'entente)

OCS : Oxfam Country Strategy

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

PA : Partner Affiliate

PACTE : Projet d'appui à l'agriculture contractuelle et à la transition écologique

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PANURE : Projet d'Amélioration Nutritionnelle du Riz Euvé

PCESA : Programme de Croissance Economique du Secteur Agricole

PDI : Personnes Déplacées Internes

PDDAA : Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine

PIGEC : Programme Intégré Gouvernance Education Citoyenneté

PIL : Plateforme d'innovation lait

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMH : Pompe à Motricité Humaine

PRIE : Projet de Réduction des Inégalités Election

RC : Responsables Communautaires

RTR : Revue à Temps Réel

SA : Sécurité Alimentaire

SE-CNSA : Secrétariat Exécutif du Conseil National de la Sécurité Alimentaire

SEGAS : Société d'Entreposage de Gestion de Garanties et de Sûretés

SEVE AFRICA : Soutenir l'émergence et la Valorisation de l'Economie Locale en Afrique»

SIMAO : Société Industrielles et Meunière d'Afrique de l'Ouest

SP : Stocks de proximité

SP/CNPS : Secrétariat Permanent du Conseil National de la Protection Sociale

SP/CONASUR : Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation

STD : Services Techniques Déconcentrés

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

TP : Très Pauvres

UMPLB : Union Nationale des Mini laiteries et Producteurs de Lait du Burkina

UNERIZ : Union Nationale des Étuveuses de Riz du Burkina

UNICEF : United Nations of International Children's Emergency Fund

USCCPA : Union des Sociétés Coopératives pour la Commercialisation des Produits Agricoles

VBG : Violences Basées sur le Genre

VFFF : Violences Faites aux Femmes et aux Filles

VLF : Voix et Leadership des Femmes

YEG : Youth Education and Gender

BUDGET PAYS 2021-2022



Année budgétaire	Construction de la Résilience et Action Humanitaire (CRAH)		Citoyennete Active et la Réduction des Inégalites (CARI)	Moyens d'Existence et Chaine de Valeur (MECV)	TOTAL
	Construction de la Résilience	Action Humanitaire			
2021 - 2022	962 006 Euro	5 030 521 Euro	1 477 651 Euro	1 324 964 Euro	8 795 142 Euro



Photo 1 Nous contribuons à la mise en place des toilettes pour la protection sanitaire des personnes déplacées

NOS PERFORMANCES 2021-2022



14 445 466 Euro

investis dans la mise en œuvre de nos projets; et campagnes dont **5 510 302 Euro** consacrés à l'action humanitaire



252 910 bénéficiaires directes soit **117 611** femmes (47%) et **135 299** hommes (53%)



33 projets mis en œuvre sur des problématiques diverses



105 communes urbaines et rurales couvertes (30%), **25** provinces (56%), **13** régions



45 organisations (organisation de la société civile et secteur privé) et **08** départements ministériels partenaires;



09 entreprises privées accompagnées dans l'accès au crédit ;



08 départements ministériels partenaires



13 Partenaires techniques et financiers



Photo 2 Nous encourageons l'autonomisation économique des femmes



Photo 3 Nous dotons les personnes déplacées de kits de protection

Nous sommes une confédération internationale de 21 organisations travaillant en réseau dans plus de 90 pays. Nous œuvrons à créer une action mondiale pour le changement, en vue de bâtir un avenir prospère sans la pauvreté qui constitue l'une des grandes injustices de notre temps.

Au Burkina Faso, nous sommes présentes depuis les années 70 et œuvrons aux côtés des organisations paysannes et celles de la société civile locales qui sont des partenaires et alliées, en faveur d'une vie digne des populations pauvres.

Nos interventions visent à insuffler un

changement réel pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des plus vulnérables, au rang desquels les femmes et les jeunes, ainsi que les couches vulnérables à savoir les personnes déplacées internes issues des zones à fort défis sécuritaires.

Pour atteindre ces changements, Oxfam au Burkina déploie avec ses partenaires et alliés sa Stratégie Pays 2021-2025 en vue d'atteindre l'idéal d'une société burkinabè juste, plus équitable et inclusive. Pour ce faire, nos appuis visent à contribuer aux côtés des femmes et des jeunes à la réduction des inégalités dans un Burkina Faso sécurisé, pacifique, inclusif.

OBJECTIF-VISION-VALEURS

NOTRE OBJECTIF

Contribuer avec les femmes et les jeunes à la réduction des inégalités dans un Burkina Faso sécurisé, pacifique, inclusif, à travers une approche sensible au genre et au conflit où les populations, plus résilientes aux chocs climatiques, sécuritaires,

sanitaires et aux crises politiques, vivent en harmonie et jouissent de leurs droits à la participation citoyenne, aux moyens d'existence durables et aux services sociaux de base tout en promouvant la justice entre les sexes.

NOTRE VISION

Une société burkinabè juste, plus équitable et inclusive.



NOS VALEURS



AUTONOMISATION

Nous reconnaissons et cherchons à étendre la capacité d'agir des individus sur leur propre vie et les décisions qui les concernent.



INCLUSIVITÉ

Nous encourageons la diversité et les différences, et nous valorisons les points de vue et les contributions de toutes les personnes et communautés dans leur lutte contre la pauvreté et les injustices.



REDEVABILITÉ

Nous répondons de nos actions et de notre inaction, tout en engageant notre responsabilité envers les personnes avec et pour lesquelles nous travaillons.



SOLIDARITÉ

Nous unissons nos efforts, nous offrons notre soutien et nous collaborons par-delà les frontières pour parvenir à un monde juste et durable.



ÉGALITÉ

Nous pensons que tout le monde a le droit d'être traité sur un pied d'égalité et de jouir des mêmes droits et des mêmes possibilités.



COURAGE

Nous interpellons les pouvoirs établis et agissons avec la conviction que les causes que nous défendons sont justes.



OXFAM



OXFAM

NOS VALEURS : EGALITE-COURAGE-REDEVABILITE-AUTONOMISATION- INCLUSIVITE

ÉGALITÉ

Nous pensons que tout le monde a le droit d'être traité équitablement et de jouir des mêmes droits et des mêmes opportunités.

COURAGE

Nous interpellons les pouvoirs établis et agissons avec la conviction que les causes que nous défendons sont justes.

AUTONOMISATION

Nous reconnaissons et cherchons à étendre la capacité des personnes d'agir sur leur propre vie et les décisions qui les concernent.

SOLIDARITÉ

Nous unissons nos efforts, nous offrons notre soutien et nous collaborons par-delà les frontières pour parvenir à un monde juste et durable.

INCLUSIVITE

Nous encourageons la diversité et les différences, et nous valorisons les points de vue et les contributions de toutes les personnes et communautés dans leur lutte contre la pauvreté et les injustices.

REDEVABILITE

Nous répondons de nos actions et de notre inaction, tout en engageant notre responsabilité envers les personnes avec et pour lesquelles nous travaillons.



Photo 5 Journée Mondiale du Lavage des Mains

Partenaires, Bailleurs et Affiliés

Programme Citoyenneté active et construction de la résilience (CARI)



Partenaires de mise en œuvre :

AFJBF, CPF, AJDD, UMPLB, ADEP, ADES, CCEB-BF, CNEPT, Nous avons 24 ODDF sans ADEP couvrant 7 régions, CERA/FP, CBDF, ORCADE, RECIBOG



Bailleurs de Fonds :



Programme Construction de la résilience et action humanitaire (CRAH)



Partenaires de mise en œuvre :

Christian Aid, ATAD, AGED, SEVE-Africa, DevSo, REFFOP, ACODEV, AAE, SOS Sahel International, ACF, Save the Children.



Bailleurs de Fonds :



PROGRAMME Moyens d'Existence et Chaine des Valeurs (MECV)



Partenaires de mise en œuvre :

CPF, UNERIZ, APSS, UMPLB, SEVE Africa, WILDAF AO, GRAF, USCCPA/BM, CAB, CNPB, GEN Burkina, AJDD, Vim Baoré, A2E, APEFE, SCOOPS COTRALAIT, SCOOPS SABABOU GNOUMA, BIO BAG SARL, BIOPROTECT SAS.



Bailleurs de Fonds :



Nos affiliés



OXFAM
France



OXFAM
America



OXFAM
IBIS



OXFAM
Québec



OXFAM
Solidarité



OXFAM
Deutschland



OXFAM
Intermôn



OXFAM
Novib

NOS ACTIONS CONTRE LES INEGALITES 2021-2022

CONSOLIDATION DE L'ENGAGEMENT CITOYEN ET DE LA BONNE GOUVERNANCE



Photo 6 Nous accompagnons les organisations locales à maintenir la veille citoyenne

CARI

Programme Citoyenneté Active et Réduction des Inégalités

Nous avons aidé au renforcement de la citoyenneté active des communautés avec les femmes, les jeunes et les OSC, en vue d'**améliorer la gouvernance** et le respect des droits humains sur des problématiques mobilisatrices en particulier la **cohésion sociale, la mobilisation et la redistribution équitable des ressources**, le leadership et l'employabilité des jeunes, l'accès et la qualité de l'éducation, les inégalités socio-économiques, le leadership transformateur des femmes. A ce sujet, les actions majeures ont porté sur la mise en place et l'appui au développement d'un **partenariat officiel**

entre les autorités locales et les structures de veille citoyenne ; la création de synergie avec le programme MECV sur le **renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes** et le programme CRAH sur la veille citoyenne et le Nexus ; **l'utilisation des réseaux sociaux** notamment la plateforme ICT4D, Facebook et les groupes WhatsApp, pour renforcer la participation et la veille citoyenne et la bonne gouvernance ; le **développement de l'approche « Do No Harm »** afin de rendre plus sécurisée nos interventions pour toutes les parties prenantes.



Photo 7 Susciter une gouvernance participative

CHANGEMENTS OBSERVÉS

▲ L'affermissement du soutien des communautés, spécifiquement les femmes et les jeunes ainsi que des OSC afin qu'ils participent activement à la gestion du développement à la base et exigent des gouvernants de rendre compte de leur gestion des ressources publiques. Les différentes activités du Programme ont permis de constater:

▲ **Processus budgétaire :** Amélioration de la transparence dans la gestion des finances publiques y compris les transferts dans le cadre du Fonds Minier de Développement Local (FMDL) grâce à la participation et l'influence des citoyens et citoyennes dans le processus budgétaire,

▲ **Comité de Dialogue et de Veille Citoyenne :** Renforcement de la participation citoyenne des populations des zones d'intervention par leur participation active aux espaces de prise de décisions (cadres de concertation, sessions ordinaires et budgétaires des conseils municipaux, journées de redevabilité), l'amélioration des recettes fiscales par le paiement des taxes et impôts grâce aux sensibilisations menées par les CDVC ont permis entre autres l'accroissement des ressources des communes pour une meilleure prise en charge des besoins sociaux de base (Education, santé, eau et assainissement) des populations et des investissements croissant au profit des secteurs sociaux.

A titre d'exemple, entre 2019 et 2022 ce sont environ 24 817 449 327 FCFA provenant du FMDL qui ont été répartis au profit des 351 communes.

▲ **Fonds Minier de Développement Local** : Soutien aux communautés pour l'amélioration du suivi citoyen des investissements publics d'où une meilleure qualité des investissements surtout ceux réalisés sur financement du FMDL et une meilleure qualité des services publics (cantines scolaires, état civil), interpellation des autorités locales sur la mauvaise qualité de certaines infrastructures réalisées sur financements du FMDL.

▲ **Finances publiques** : Consolidation de la transparence dans la gestion au niveau de certaines communes d'intervention, la disponibilité et l'accessibilité à l'information sur les budgets communaux grâce à leur simplification et diffusion. Par ailleurs l'intéressement des acteurs de la chaîne des finances et dépenses publiques, des médias (réseau des journalistes) et des partenaires au développement (Ambassade des Etats-Unis) sur les productions de connaissances en finances publiques (lois de finances, dépenses fiscales) a contribué à l'atteinte de ces résultats en matière de participation, d'inclusion, de

transparence dans la gestion des ressources publiques.

▲ **Gouvernance publique** : Renforcement des capacités, des plaidoyers et de la sensibilisation au profit des communautés afin qu'elles soient des actrices chères du développement. Ces différentes interventions ont permis d'atteindre de nombreux résultats en termes d'inclusion et de transparence en matière de gouvernance publique. Aussi, durant cette période, nous avons contribué à soutenir le leadership transformateur des femmes, des jeunes et des OSC permettant l'amélioration de la prise en compte des priorités des populations dans l'élaboration des budgets à travers les analyses budgétaires réalisées par les CDVC et les OSC de femmes et de jeunes dans les communes d'intervention. Ces analyses budgétaires permettent de prendre en compte les aspirations des différentes couches vulnérables de la société y compris les jeunes et les femmes. De plus, les plaidoyers conduits par les organisations de jeunesse pour la prise en compte des jeunes dans les instances de décision ont permis d'intégrer le conseil national de la jeunesse dans l'assemblée législative de la transition représentée par son président.

▲ **Gouvernance économique :**

Nous avons contribué à l'amélioration des capacités d'influence des OSC et CDVC. Cela a permis d'atteindre entre autres les résultats suivants : 100 femmes de la commune de Sabcé ont bénéficié d'un financement à hauteur de 10 millions de FCFA pour des activités génératrices de revenus (AGR) ; 232 femmes de Satiri et Bama ont bénéficié de lopins de terre pour leurs cultures de rente, les groupements féminins de la commune de Satiri ont obtenu le marché d'approvisionnement des cantines

scolaires en niébé; 10 hectares de terre aménagée de la commune de Bama attribués à 25 femmes dans le village de Diaradougou ; trois (3) titres fonciers APFR accordés aux femmes de Bama.

▲ **Entreprenariat :** Appui à la mise en relation des jeunes porteurs de projets avec les responsables des 6 fonds nationaux (FASI, FAFPA, FAIJ, FAPE, FBDES, FAARF) a permis le financement de 3 projets de jeunes ayant participé à la rencontre.



Photo 8 Nous encourageons l'éducation environnementale et la promotion de l'éco-citoyenneté au profit des élèves et des organisations de jeunesse

▲ **Education** : Nous avons pu conduire les actions ci-après :

Le Renforcement des capacités des acteurs du système éducatif du Ganzourgou sur l'éducation transformatrice du genre et la justice climatique dont 155 enseignants et 280 acteurs communautaires (APE, AME, COGES);

L'appui à la mise en œuvre de 50 projets-écoles initiés par les gouvernements scolaires et les clubs de filles;

La formation de 30 jeunes à des métiers générateurs d'intégration et respectueux des normes environnementales (EFPT vert) dont des jeunes déplacés internes; dotation de 30 kits d'installation au profit des jeunes

formés;

Le développement de l'éducation environnementale et la promotion de l'éco-citoyenneté au profit des élèves et des organisations de jeunesse.

Ces actions ont permis de développer le leadership transformationnel des jeunes, de favoriser leur autonomisation et de créer des cadres d'apprentissages plus inclusif et équitable au Ganzourgou. Aussi, l'intégration de la justice climatique à l'éducation et à la formation professionnelle a permis aux acteurs du système éducatif de prendre conscience des enjeux liés aux changements climatiques et d'adopter de bonnes pratiques pour la protection de l'environnement en milieu scolaire.



Photo 9 Nous encourageons l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles et garçons à travers la formation professionnelle

Programme de Coopération Volontaire (PCV)

▲ Le programme a contribué à travers plusieurs mécanismes à assister techniquement grâce aux Conseillers/conseillères volontaires Oxfam et les partenaires à travers les activités de suivi des partenaires et l'appui technique au personnel d'Oxfam, à travers le développement des capacités et le suivi de la qualité du partenariat. Pour ce faire il a accordé des subventions aux organisations partenaires le fonds FAV, le fonds SEAR et à travers des fonds thématiques. Concrètement, le PCV a développé des compétences des personnes d'Oxfam et des partenaires en égalité de genre et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, en gouvernance inclusive à travers des activités d'autonomisation des femmes et des jeunes (filles et garçons), en innovation intégrée dans l'implémentation des fonds thématiques, en durabilité environnementale, en leadership transformateur à travers des panels et des plaidoyers organisés par des partenaires.

Plus précisément avec les fonds thématiques le PCV a soutenu les initiatives des partenaires tels que la

Confédération Paysanne du Faso (CPF) avec un plaidoyer à l'Etat afin d'offrir une meilleure politique d'appui aux femmes transformatrices de produits agricoles et aux partenaires techniques et financiers (PTF) afin que davantage de ressources soient allouées au RC des femmes transformatrices. A la suite de plaidoyer un kit de transformation a été donné aux femmes.

▲ Par ailleurs il a soutenu l'Association pour le Développement économique et Social (ADES) à mettre en valeur la parole des femmes rurales dans la sphère publique en renforçant les capacités des journalistes des radios communautaires en production d'émissions radiophoniques avec les femmes. Finalement le PCV a soutenu l'Association d'Appui et d'Eveil Pugsada (ADEP) à renforcer les capacités de 10 clubs de jeunes en stratégies de communication adaptées pour lutter contre les violences basées sur le genre dans le contexte de la COVID19.



Photo 10 Nous soutenons et renforçons les capacités des organisations féminines

Genre et développement : Le Projet Voix et leadership des Femmes en action

Amélioration de la gestion et de la viabilité des organisations locales de femmes en particulier des organisations représentant des femmes et des filles vulnérables et marginalisées, et de l'intégration d'approches innovantes. Plusieurs ODDF financées par le projet Voix et Leadership des Femmes ont accru leurs capacités à offrir des services accessibles, adaptés et inclusifs aux femmes et jeunes filles, dont les femmes vulnérables et marginalisées en promouvant leur autonomie. 17 526 personnes ont pu bénéficier de façon directe de l'action des ODDF dont 61 % de femmes et 28 % de jeunes.

Gouvernance administrative: Nos travaux d'autodiagnostic et d'élaboration des plans de renforcement des capacités ont permis aux ODDF de disposer selon les dires de certains responsables de «véritables boussoles» pour la conduite de leurs structures. On note ainsi une amélioration dans la tenue des instances de gestion internes des ODDF. 04 ODDF [2 ODDF établies (ADEP et APFE) et 2 émergentes [ABEFAB et AFUB]] se sont illustrées, au cours de la période, par leurs capacités à utiliser de manière adéquate les outils de gestion mis à leur disposition.

Par exemple, le suivi de leur gestion a permis de constater que ces ODDF ont pris des initiatives pour l'amélioration de la gestion de leur personnel en les déclarant à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et aux services des impôts pour le prélèvement de l'Impôt Unique sur les Traitements et les Salaires (IUTS). 15 ODDF du fonds

pluriannuel se sont dotées chacune d'un comité de pilotage chargé de la validation de leurs rapports techniques et financiers contribuant ainsi à augmenter la transparence et la reddition des comptes de ces ODDF à travers la tenue régulière de sessions de comités.



Photo 11 Nous soutenons les organisations de défenses des droits des femmes pour la promotion du leadership féminin

Les innovations dans le domaine de la Citoyenneté Active et la Réduction des Inégalités (CARI)

► L'implication des chefs coutumiers et leaders religieux à briser le tabou des GHM.

Il s'agit d'une approche communautaire innovante pour lutter contre les normes et pratiques néfastes à la continuité éducative des filles en période de

menstrues dans la province du Ganzourgou, dans laquelle les chefs coutumiers et leaders religieux ont été impliqués et responsabilisés pour changer les mentalités des populations et briser les tabous afin de promouvoir l'égalité d'accès des filles et garçons à l'école.

Ces acteurs communautaires qui étaient autrefois très conservateurs et réticents à aborder le sujet, ont participé aux séances de sensibilisation et de formation sur la gestion hygiénique des menstrues. Cette approche a permis de susciter plus d'engouement et d'engagement des leaders communautaires. Les actions de plaidoyer ont permis une bonne appropriation du problème et ces leaders sont devenus des ambassadeurs GHM au niveau local en abandonnant les pratiques néfastes à l'éducation des filles.

► La mise en place des brigades de gestion des manuels scolaires dans les 25 écoles du projet EOB

Cette innovation permet aux élèves de développer le leadership en milieu scolaire en ayant mené des activités de veille et d'interpellation auprès de leur camarade détenteurs des manuels. Ce mécanisme de veille implique les apprenants à faciliter l'entretien des manuels scolaires durant l'année académique et à stimuler le sens de la responsabilité chez les élèves ce qui contribue à la réalisation d'une éducation transformatrice de qualité.

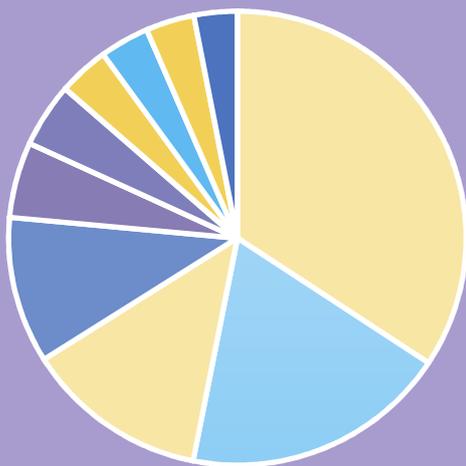
Témoignage

Grâce au projet « Pour un programme de renforcement de la participation citoyenne et de la redevabilité dans la gestion des finances publiques », j'ai eu à participer à plusieurs activités notamment l'atelier de formation à la participation citoyenne, une session budgétaire au niveau de la mairie, une session sur les activités sur l'eau, hygiène et l'assainissement. Ma plus belle expérience, c'était la formation sur la participation citoyenne au niveau du Centre Populaire de Loisir (CPL) de Houndé où j'ai eu beaucoup de connaissances notamment au niveau du paiement des taxes. Beaucoup de restauratrices par exemple ont été mobilisées et ensemble nous avons compris l'importance des taxes au profit de la commune.

Nous souhaitons avoir d'autres formations de genre pour renforcer le leadership féminin et mieux participer au développement de notre commune.

**Aminata Lamien née GNISSIN,
membre CDVC Houndé**

PROJETS CARI



- Voix et leadership des femmes (VLF) au Bénin et au Burkina Faso - fond pluriannuel_Durée : 2019-2024
- Programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso. Durée : 2018_2021
- Lutter contre le travail des enfants grâce à une éducation de qualité. Durée : 2020_2021
- Programme Intégré Gouvernance Education Citoyenneté - PIGEC III. Durée : 2018_2021
- Initiative multi-acteurs pour une économie humaine dans WAF. Durée : 2028_2021
- Pour un programme de renforcement de la participation citoyenne et de la redevabilité dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso phase II. Durée : 2021-2023
- Programme de coopération volontaire "Egalité en Action". Durée : 2020_2027



Photo 12 les élèves développent le leadership en milieu scolaire en matière de gestion de l'hygiène menstruel

REDUCTION DE L'ACCROISSEMENT DES INEGALITES EN PLEINE CRISE HUMANITAIRE ET ALIMENTAIRE



Photo 13 Installation wash au profit des communautés



Programme Construction de la Résilience et Action Humanitaire (CRAH)

Nous avons consolidé nos actions à travers les composantes de la Sécurité alimentaire, eau et assainissement, de la Protection et de la Consolidation de la paix. Ces volets se traduisent dans les projets et les programmes à travers l'assistance alimentaire aux PDI, aux populations hôtes, le renforcement des capacités de production agricole des femmes et des jeunes, la sécurisation foncière, l'autonomisation des femmes, l'amélioration de l'offre de services Eau-Hygiène-Assainissement, la prévention

de la malnutrition, la promotion des droits humains (lutte contre les VBG) et la mobilisation communautaire pour la promotion de la coexistence pacifique et de la paix. Toutes ces actions concourent à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire des populations vulnérables (PDI, populations hôtes), à l'amélioration des conditions de santé, à la préservation de la dignité humaine et au raffermissement des liens sociaux pour le vivre-ensemble.



Photo 14 Nous accompagnons l'autonomisation économique des femmes dans le cadre de la consolidation de la paix

CHANGEMENTS OBSERVÉS

Une contribution forte à la réponse humanitaire au niveau du Burkina Faso à travers une assistance multisectorielle aux populations affectées.

▲ Grâce à la distribution de cash transfert, de vivres et d'intrants nutritionnels, 32 094 personnes vulnérables (16512 femmes, 15488 hommes) vivant dans le stress alimentaire et nutritionnel ont amélioré à l'issue de 3 mois, leur score de consommation alimentaire;

▲ Consolidation de l'accès aux services WASH au profit de plus 114 186 personnes grâce à la construction/amélioration de 60 points d'eau, 643 latrines, 497 douches communautaires et familiales dans 11 communes,

▲ Distribution de 3 477 kits d'hygiène, 2 540 kits de dignité et 695 séances de sensibilisation;

▲ Renforcement des connaissances de 62 598 personnes dont 34930 femmes, 23286 hommes,

2629 filles et 1753 garçons en matière des droits, des violences basées sur genre, des risques de protection grâce au renforcement des capacités,

▲ Redynamisation de 29 Structures de protection communautaire dont 20 Comités de Protection Communautaire et 9 Forums des Femmes, l'opérationnalisation des Plans de Protection Communautaire, la mise en place de 15 cadres de dialogue communautaire entre les autorités locales, les leaders communautaires et les membres de la communauté, la facilitation à l'accès aux services de prise en charge (assistance médicales, psycho-sociale et juridique),

▲ Distribution de 11 366 items de Protection au profit de 2 897 Ménages vulnérables et l'organisation de 1 789 séances de sensibilisation communautaire ayant touché 62 598 sur les thématiques de violence basée sur le genre.

Les innovations dans les projets humanitaires et de résiliences (CRAH)

► Mise en œuvre de transfert monétaire groupé GCT au profit de 4 groupes dans 2 communes (Pissila et Tougouri).

Contrairement au cash transfert individuel, il permet aux membres du groupe bénéficiaire de développer un projet communautaire au sein duquel ils mènent conjointement leurs propres activités et des activités au profit de la communauté (fabrication de savon, bonne gouvernance, esprit communautaire).

► Utilisation de coupon eau qui consiste à doter le ménage en carte d'approvisionnement.

Cette démarche se différencie du water tracking par son coût moins élevé, le fait qu'elle réduit les risques liés au transport d'eau dans un contexte sécuritaire fragile, qu'il y a moins de gaspillage d'eau et qu'il y a une réduction des risques de détournement car le coupon n'est utilisé que pour s'approvisionner en eau.

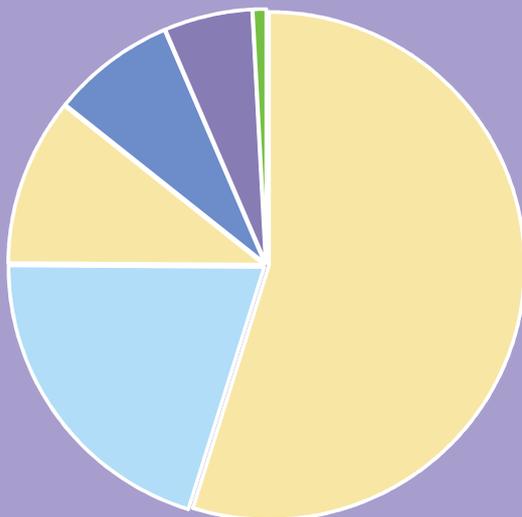
► Mise en place de structures spécifiques de femmes (forum de femmes).

Cela est une innovation car elle se différencie des groupes mixtes qui existaient en situation normale. Cette innovation à l'échelle locale / communautaire a permis aux femmes et filles de mieux appréhender leurs problèmes spécifiques et de renforcer les actions de prévention contre les violences basées sur le genre à l'échelle communautaire.

► Consolidation des initiatives communautaires pour la paix portée par des Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices.

Cette innovation a permis la mise en relation des jeunes entre eux, des femmes entre elles et aussi avec des leaders coutumiers et religieux et des artistes engagés dans la promotion du vivre-ensemble dans la paix. Les ambassadrices et ambassadeurs ont bénéficié chacun d'un accompagnement technique et un soutien financier de 500 000 FCFA pour mettre en œuvre leur idée de projet.

PROJETS CRAH



■ PROJET : Assistance multisectorielle (Sécurité Alimentaire, WASH, Protection) aux personnes affectées par la crise sécuritaire au Sahel et au Centre Nord au Burkina Faso. Durée : 2021-2022

■ PROJET : Assistance multisectorielle (Sécurité Alimentaire, WASH, Protection) aux personnes affectées par la crise humanitaire causée par les conflits dans les régions du Centre-Nord et du Sahel au Burkina Faso. Durée : 2021-2022

■ PROJET : Réponse humanitaire multisectorielle (Eau, Assainissement et hygiène - WASH, Sécurité alimentaire et Protection) aux crises humanitaires en Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est.

■ PROJET : Réponse agile de l'Alliance belge pour l'action internationale humanitaire pour contrôler la propagation du COVID-19 et atténuer ses effets multidimensionnels sur la crise humanitaire.

■ PROJET : Emergency response to IDPs and host communities in Toungouri, north-central region, Burkina Faso. Durée : 01.01.2021 au 31.12. 2021.

■ PROJET : Continuer à prévenir et lutter contre l'extrémisme violent par la promotion et le renforcement de la cohésion sociale dans le Sahel et le Centre-Nord au Burkina Faso à travers la promotion du dialogue et la valorisation de pastorale.

TEMOIGNAGE

Je m'appelle Ouedraogo Fatimata, Originaire de Guendebila j'étais contrainte de quitter mon village et de trouver refuge dans la commune de Barsalogho à cause de l'attaque des terroristes. Arrivée à Barsalogho, j'ai bénéficié de l'accompagnement de ATAD et Oxfam pour le projet Fond Humanitaire. J'ai bénéficié d'un premier transfert de 81 000 Francs et d'un second transfert de 54000 Francs. Ce montant m'a permis de payer des vivres et de mettre en place une activité génératrice de revenu. Je participe au sensibilisation et j'applique les conseils dans mon ménage. Merci du fond du cœur à ATAD et Oxfam.

FINANCEMENT DES PROJETS QUI CHANGENT DES VIES



Photo 15 Nous accompagnons les mini-laiteries à mieux se structurer

MECV

Programme Moyens d'Existence et Chaînes de Valeur (MECV)

● Nous avons renforcé le pouvoir économique des petits exploitants agricoles et des personnes marginalisées notamment les femmes et les jeunes. Nos interventions dans ce sens portent sur le **développement des chaînes de valeur agricole** (riz, maïs, lait, en vue de créer la valeur ajoutée à la production agricole locale avec un focus sur le renforcement de la position des

femmes et des jeunes dans ces chaînes de valeur; **L'Entreprenariat agricole et la collaboration avec le secteur privé** à travers une démarche d'accompagnement des petites et moyennes entreprises privées exerçant dans les chaînes de valeur agricole en vue d'augmenter leur chiffres d'affaire et de créer des emplois en faveur des jeunes et des femmes;

La gouvernance foncière à travers la mise en place des CIC et l'organisation des TIC, la formation et la sensibilisation des populations sur les questions foncières ; **L'accès aux crédits** à travers la mise en relation et les négociations avec les institutions financières ; **Le plaidoyer en vue d'influencer** les décideurs politiques afin qu'ils prennent des mesures favorables aux petits producteurs et qu'ils tiennent compte de leurs préoccupations dans l'élaboration des politiques et

programmes de développement ;

● **L'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique à travers la promotion de l'agroécologie** (couvert végétale, assolement rotation culturale, réalisation de BCER pour l'irrigation en cas de sécheresse, réduction de l'Utilisation des produits chimiques, fumure organique, etc) l'agroforesterie, le reboisement, la communication et le plaidoyer sur les enjeux du changement climatique.



Photo 16 Nous accompagnons les entreprises de femmes et de jeunes à mieux se structurer

CHANGEMENTS OBSERVÉS

▲ Consolidation des résultats dans les secteurs de l'accompagnement et le développement des entreprises, la gouvernance foncière, l'accès aux ressources naturelles et aux facteurs de production au profit des jeunes et des femmes.

▲ Vulgarisation du mécanisme d'accès au financement par les entrepreneurs Jeunes et Femmes pour une meilleure connaissance des institutions et leurs mécanismes de financement par les jeunes et les femmes des 3 régions d'intervention du projet PACAJEF. Cette activité de vulgarisation a pour but de permettre aux jeunes et aux femmes d'accéder à des produits financiers adaptés. Par ailleurs, elle fut l'occasion pour les jeunes de prendre connaissance de l'existence des produits financiers disponibles au sein des institutions financières existantes dans leur zone d'activité ; de tisser des relations de partenariat et de formuler leur demande de crédit pour renforcer leurs activités. En effet sur une centaine de participants, au moins une vingtaine de jeunes et femmes, ont pu ouvrir des comptes auprès des banques et monter des dossiers de prêt.

▲ Confection de trois (3) resto-lait dans le cadre du projet WBI Lait en vue de

permettre aux bénéficiaires d'améliorer leurs ventes en produits laitiers locaux;

▲ Réalisation des ateliers d'autodiagnostic avec les partenaires DGD 17-21 assortis de plans de renforcement institutionnel et organisationnel des structures partenaires pour une meilleure autonomisation.

▲ Amélioration de la qualité des produits laitiers de la laiterie Kossam Sayè Seeno via les renforcements de capacités techniques de production et de transformation et la dotation en équipements, grâce au partenaire l'UMPL/B à travers le programme DGD 17-21. Ainsi, cette laiterie a pu respecter la charte qualité de l'UMPLB. De plus, au cours de cette année fiscale, l'entreprise minière ESSAKAN a signé un contrat avec la laiterie Kossam Sayè Seeno pour vendre du lait aux écoles primaires de la ville de Dori, 5 jours par semaine pour 9 mois. Ce contrat contribue à la croissance des ventes, l'augmentation de la consommation des produits locaux et l'augmentation des revenus des producteurs de lait local et des femmes transformatrices de produits laitiers.

▲ Consolidation de la visibilité de la 7ème édition des 72 h du lait local à travers la couverture médiatique par 10 organes de presse nationales. Ce qui a permis la promotion de la consommation du lait local auprès des consommateurs et des institutions tant au Burkina Faso que dans les sous-régions. L'évènement a connu la participation de 37 exposants qui ont pu collaborer avec 77 nouveaux partenaires (clients-associations-ONG) et réalisé un chiffre d'affaires de

3 262 000 FCFA. Les 72h de lait constitue une tribune de plaidoyer pour les acteurs de la chaîne de valeur lait local et permet aux acteurs d'augmenter leurs chiffres d'affaires et d'améliorer leurs revenus.

▲ Renforcement des capacités de 40 femmes étuveuses de Boulbi sur la technique d'enrichissement du riz étuvé par l'Université Ouaga 2 et la mise sur le marché d'un nouveau produit pour les femmes étuveuses de riz de Boulbi.



Photo 17 Nous renforçons les capacités des mini-laiteries

Les innovations dans les projets chaînes de valeurs (MECV)

► Création des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) dans le cadre du programme DGD 2017-2021.

Il s'agit d'un système de financement intracommunautaire qui contribue à l'autonomisation économique et sociale des femmes. Ces « AVEC » favorisent la prise en compte des femmes dans les prises de décisions familiales dû à son autonomisation économique et financière. Elles favorisent également la cohésion sociale entre les différentes communautés.

► Mise en place des Cellules d'interpellation Citoyenne (CIC).

Elles permettent de résoudre les difficultés liées à la mise en œuvre de la loi 034. En effet les CIC collectent des données sur les difficultés que rencontrent les autres (CRV, CCFV) dans leur tâche et suit l'application de la loi 034 chaque 3 mois pour interpellier l'autorité communale.

► Contribution à l'enrichissement du riz étuvé par l'intégration de la vitamine A, du Fer et du Zinc dans le cadre du projet PANURE.

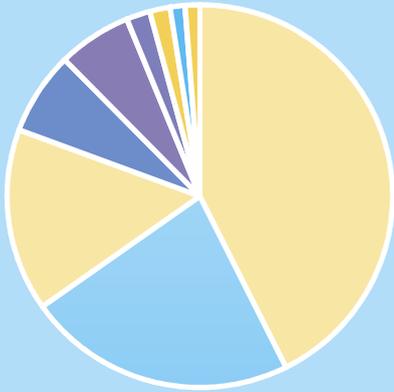
Cette innovation se traduit par le renforcement des capacités des

femmes étuveuses sur l'enrichissement du riz étuvé et la promotion des valeurs nutritionnelles du riz enrichi auprès des autorités locales et nationales constitue un moyen efficace d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

► Mise en place du système de microcrédits par la SCOOPS COTRALAIT pour ses meilleurs producteurs.

Cette innovation permet d'attirer beaucoup l'attention sur le caractère innovant du programme ECV. En effet, sur la base des crédits ECV, la COTRALAIT octroi des micro crédits à ses meilleurs producteurs qui sont sélectionnés sur la base de critères bien définis. Un comité de crédit composé des services techniques et du conseil d'administration de la COTRALAIT examine les demandes de financement de chaque producteur pour l'octroi les crédits. Ce mécanisme a permis à 11 producteurs d'avoir des crédits pour un montant total de plus de 12 millions F CFA pour l'achat de vaches laitières et d'aliment bétail pour renforcer leur production de lait local.

PROJETS MECV



■ Programme « Développement des opportunités économiques des femmes rurales par un renforcement de leur pouvoir d'agir dans la filière laitière locale et la gouvernance foncière » - DGD 17-21 2017-2021

■ Projet d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires pour les Jeunes et les Femmes PACAJeF Durée : 2021-2023

■ Jeunesse Sahélienne pour l'Action Climatique 2019-2022

■ Projet d'Agriculture Résiliente au Climat (PARC) Durée : 2020-2023

■ Entreprises qui Changent des Vies (ECV)



Photo 18 Des femmes en pleine préparation de lait



Photo 19 Nous accompagnons les organisations nationales autour des questions liées à la justice climatique

PLAIDOYER

INFLUENCE

CAMPAGNES

CES ACTIONS ESSENTIELLES ET PORTEUSES DE CHANGEMENTS DURABLES

Oxfam soutient des actions d'influence visant les pouvoirs publics et les leaders d'opinion en vue de parvenir à un changement durable au bénéfice des communautés. Cette intervention est alignée sur la stratégie Réseau d'Influence Mondiale (WIN) avec un accent mis sur les évidences qui ont été produites par les programmes, l'établissement des alliances et le réseautage. A ce propos, les priorités d'influence sont portées sur

la justice climatique, l'action humanitaire à travers le financement de la réponse, l'accès à l'espace humanitaire et la localisation, la promotion de l'espace civique et enfin la justice économique à savoir le suivi des dépenses publiques dans les secteurs sociaux, le financement de l'agriculture, la mobilisation des ressources domestiques et la redistribution équitable.



Crédit : Gery Barbot / Oxfam

“ —
|

Nous comptons sur nos récoltes pour envoyer nos enfants à l'école, mais lorsqu'il n'y a pas assez à manger, scolariser son enfant n'est plus une priorité.

Ramata Sanfo, agricultrice et éleveuse au Burkina Faso



OXFAM

CHANGEMENTS OBSERVÉS

Nous stimulons la collecte d'évidences pour alimenter les campagnes de plaidoyer

L'histoire de vie de cette femme agricultrice, Ramata à Yako, utilisée à la conférence de Bonn par Oxfam et des activistes du monde entier pour influencer en faveur de la prise en compte des pertes et dommages dans le financement du climat. Au finish, la COP27 a inscrit parmi les points à l'ordre du jour les pertes et dommages. Suite à cela, Oxfam International a sollicité

Oxfam au Burkina d'aller vers Ramata pour collecter des informations chiffrées en vue de produire d'autres matériels de mobilisation pour la COP 27. Aussi lors de la conférence consultative sur les pertes et préjudices, les acteurs du Burkina dont le ministère se sont engagés pour mieux contextualiser et évaluer les pertes et préjudices au BurkinaFaso.

Nous avons renforcé nos relations médias pour appuyer les différentes campagnes

La collaboration avec les media pour influencer le politiques publiques ou pratiques agricoles en faveur des petits producteurs. Ainsi en fin de campagne agricole 21/22 (décembre 21) et en début de campagne agricole 22/23 (juin 2022) l'union des journalistes et communicateurs pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des responsables de media ont approché la CPF et Oxfam pour bénéficier d'un voyage presse en vue de suivre l'évolution de la campagne agricole et de la sécurité alimentaire. Ces échanges ont permis d'aboutir à la mobilisation d'une quinzaine de journalistes qui ont parcouru le pays pour aller à la rencontre des producteurs agricoles dans les zones rurales. Leurs sorties ont abouti à la production d'une trentaine d'articles de presse qui ont été diffusés à travers différents canaux (radio, presse ligne,

réseaux sociaux, télévisions, presse écrite). Ces articles ont porté entre autres sur les difficultés d'accès aux facteurs de productions dans le contexte d'insécurité alimentaire et de crise mondiale (Ukraine), les stratégies déployées pour faire face aux crises récurrentes (crise sécuritaire et climatique).

En sus d'autres media sont venus à Oxfam pour s'entretenir d'une part sur l'impact du changement climatique et d'autre part sur l'impact de la guerre Ukraine-Russie sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire au Burkina Faso surtout concernant les petits producteurs et les personnes vulnérables. Toutes ces activités médiatiques ont contribué à influencer les actions des décideurs en faveur des petits agriculteurs.

Nous mettons en œuvre dans un contexte de crise aigüe au Sahel le projet « Sahel – A Egalité »

Ce projet prend en partie racine dans les inégalités et un sentiment d'injustice profondément ancré au sein de la population et en particulier chez les jeunes. La pandémie de coronavirus risque d'amplifier cette situation avec des impacts négatifs attendus sur les de

moyens de subsistance des populations, les chaînes de valeurs, et les moyens d'accès aux services essentiels.

Pour répondre à ces défis, Oxfam propose de travailler sur la réduction des inégalités au Sahel dans le but de

Renforcer le contrat social entre les populations sahéniennes et les Etats de la région à travers un appui aux capacités de partenaires pour augmenter les ressources publiques disponibles (fiscalité, aide) et la participation citoyenne à la gestion de la

chose publique (y compris via la protection et la diversification de l'espace civique), notamment afin de renforcer l'accès de tou-te-s aux services essentiels.



Photo 21 Nous travaillons pour la réduction des inégalités au Sahel

Réalisation d'études d'analyse budgétaire dans les domaines de l'éducation, santé et protection sociale



Photo 22 Nous collectons des évidences pour le plaidoyer et favoriser l'accès des populations aux services essentiels: éducation ...

Une analyse budgétaire portant sur les domaines de l'éducation, la santé, le secteur rural (eau potable et assainissement, agriculture) et la protection sociale a été réalisée. Elle a été présentée lors d'un atelier de validation qui a réuni des organisations de la société civile, des médias et les ministères concernés (ministère de l'agriculture, de l'action sociale, etc.)

L'étude a porté sur : les allocations et les exécutions budgétaires consacrées aux secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture de 2017 à 2021, le niveau de prise en compte du genre dans les dépenses pour lesdits secteurs, l'adéquation des affectations et les engagements nationaux pour l'accès des populations aux services

essentiels. On observe un accroissement des allocations budgétaires en faveur des différents secteurs, mais le niveau d'exécution laisse toujours à désirer. Aussi, en 2021, seulement 1,4% du budget MENAPLN a été affecté à des actions de promotion du genre, 5,3% dans le secteur de la santé et 4,6% pour le secteur agricole. Les principales recommandations à l'endroit du gouvernement sont : l'exploitation des niches fiscales afin d'accroître les budgets alloués aux secteurs sociaux et de veiller à exécuter les budgets prévus dans les lois de finances initiales. Le document a été imprimé et transmis aux acteurs (plateforme des OSC sur la justice fiscale, PTF, MINEFID,...).

Documentation disponible sur les inégalités en matière d'accès aux services publics essentiels (santé, éducation, protection sociale) et les bonnes pratiques

■ Réalisation d'études d'analyse budgétaire dans les domaines de l'éducation, santé et protection sociale

Une analyse budgétaire portant sur les domaines de l'éducation, la santé, le secteur rural (eau potable et assainissement, agriculture) et la protection sociale a été réalisée. Elle a été présentée lors d'un atelier de validation qui a réuni des organisations de la société civile, des médias et les ministères concernés (ministère de l'agriculture, de l'action sociale, etc.). L'étude a porté sur : les allocations et les exécutions budgétaires consacrées aux secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture de 2017 à 2021, le niveau de prise en compte du genre dans les dépenses pour lesdits secteurs, l'adéquation des affectations et les engagements nationaux pour l'accès des populations aux services essentiels. On observe un accroissement des allocations budgétaires en faveur des différents

secteurs, mais le niveau d'exécution laisse toujours à désirer.

Aussi, en 2021, seulement 1,4% du budget MENAPLN a été affecté à des actions de promotion du genre, 5,3% dans le secteur de la santé et 4,6% pour le secteur agricole. Les principales recommandations à l'endroit du gouvernement sont : l'exploitation des niches fiscales afin d'accroître les budgets alloués aux secteurs sociaux et de veiller à exécuter les budgets prévus dans les lois de finances initiales. Le document a été transmis aux acteurs et aux décideurs (PTF, MINEFID)

■ Tenue d'un atelier de présentation de l'analyse des dépenses en faveur des services essentiels

Les États et les autorités locales sont sensibilisés sur les politiques publiques à mener et les moyens financiers nécessaires pour renforcer l'accès aux services publics essentiels (santé, éducation, protection sociale).

Réalisation d'un suivi citoyen de l'exécution des budgets alloués aux services publics essentiels (santé, éducation et protection sociale)



Photo 23 Nous contribuons à l'interpellation des décideurs pour un meilleur ciblage des politiques sectorielles

Un guide et un canevas de collecte et de suivi budgétaire sont en cours d'élaboration. Ils seront conçus pour être utilisables à la fois au niveau national et serviront à l'élaboration de rapports semestriels de suivi budgétaire. Une conférence publique sera par la suite organisée pour partager les résultats du rapport de suivi budgétaire aux OSC et aux médias

■ Un document d'analyse budgétaire des services publics essentiels (santé, éducation, secteur rural, protection sociale) a été réalisé. Cette recherche sur les services essentiels a permis la sensibilisation des acteurs de la société civile sur le niveau de prise en compte de ses services dans les politiques du Burkina

Faso. Elle leur servira de base pour l'interpellation des décideurs pour un meilleur ciblage des politiques sectorielles et l'accroissement des budgets alloués aux services sociaux de base (SSB), spécifiquement pour les femmes et jeunes filles.

■ La médiatisation de la restitution de l'analyse budgétaire des services publics essentiels dans une dizaine de médias et sa retransmission en direct a permis de donner plus de visibilité aux résultats et de susciter un débat public sur les inégalités d'accès des populations aux services de santé, d'éducation et de protection sociale, en particulier pour les femmes et les personnes vulnérables.

 Zone du bois, rue Baor-ganga
Porte n° 296, BP 13491

 25 36 20 68

 @Oxfamauburkina

 <https://twitter.com/oxfamauburkina>

 <https://burkinafaso.oxfam.org/>

 Oxfam au burkina